

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 18 (1926)
Heft: 8

Artikel: Les salaires et le coût de la vie aux États-Unis
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383601>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

guide pour les organisations, qui ne devront le faire leur que dans la mesure où les contingences économiques et sociales et même les circonstances politiques le leur permettront, il n'y a rien à y redire, et on peut conclure qu'en fait ceux qui président aux destinées du syndicalisme communiste ou prétendument tel, sont pour le moins aussi opportuniste que les dirigeants de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, dénoncés par eux comme des timorés et des indécis.

Ce programme appelle cependant de notre part certaines remarques. Il contient, en effet, à côté de revendications que nous pouvons faire nôtres, des desiderata auxquels nous ne saurions nous rallier. D'autre part, l'analyse de ce programme fait découvrir certaines choses qui infirment les affirmations de principe auxquelles nous ont accoutumés les bolchévistes.

Par exemple, nous sommes de l'avis de l'Internationale syndicale rouge quand elle réclame la journée de huit heures, l'augmentation des salaires réels, la liberté d'action pour les organisations syndicales, la refonte des régimes fiscaux dont les charges, actuellement, accablent les ouvriers, la démocratie ouvrière dans les syndicats; et nous l'approuvons aussi lorsqu'elle veut lutter contre la guerre et travailler au rapprochement des travailleurs par-dessus les frontières.

Au fond, il s'agit là, simplement, d'un programme « réformiste », un programme qui n'a, en effet, rien de révolutionnaire, si l'on attache à ce terme la signification que lui donnent généralement ceux qui se réclament du communisme orthodoxe, et nombre des points de ce programme ont été d'ailleurs réalisés dans des pays où les travailleurs sont loin d'épouser les théories bolchévistes.

Par contre, nous ne voulons pas suivre l'Internationale syndicale rouge quand elle invite les syndicats à lutter contre la Société des nations et contre le Bureau international du travail, représentés par elle comme des organismes de collaboration de classes. Nous voulons volontiers admettre que ces institutions ne sont point parfaites et qu'elles sont susceptibles de perfectionnement. Mais il en est ainsi de toutes les institutions nouvelles que la classe ouvrière organisée a arrachées à l'égoïsme des classes possédantes; elles ne donnent jamais complète satisfaction d'emblée, mais, à force de persévérance et d'énergie, elles finissent par s'imposer au respect de tous.

Les institutions de la Russie soviétique ne se trouvent-elles pas justement dans ce cas? Ne serait-il pas puéril d'affirmer qu'elles ont fait leurs preuves, toutes, et qu'elles n'ont dû et ne devront encore subir de profonds changements avant de pouvoir être considérées comme des institutions à l'abri de tout reproche?

On nous dira peut-être qu'une comparaison n'est pas possible entre les pays où le capitalisme règne encore et la Russie, où le prolétariat s'est emparé du pouvoir et a maîtrisé le capitalisme. Mais cela aussi prête à caution, car il y a certaines histoires de concessions au capitalisme étranger qui prouvent qu'on aurait tort de considérer la Russie comme un pays ayant définitivement passé le stade qui conduit du capitalisme au socialisme. Les nécessités économiques y ont été plus fortes que la volonté des hommes, et il a bien fallu composer avec elles, donc faire fi, momentanément du moins, des principes au nom desquels les Russes prétendent cependant faire la leçon aux autres.

Il est très étonnant, d'autre part, que les leaders de l'Internationale syndicale rouge croient aujourd'hui à l'applicabilité de certaines « réformes », qu'ils représentaient hier comme étant d'une réalisation impossible en régime capitaliste. Hier, lutter contre « l'abaissement du niveau d'existence » et pour « le transfert des charges fiscales de façon qu'elles pèsent sur les classes possé-

dantes », c'étaient de dangereuses illusions et l'action des « réformistes » tendant à réaliser ces revendications, procédait, disait-on, de la plus basse démagogie. Aujourd'hui, changement de ton: on s'est aperçu que l'on faisait fausse route et on reconnaît implicitement que l'amélioration du sort de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas un mirage.

Contradiction? Peut-être, mais surtout retour aux principes du syndicalisme socialiste qui, sans méconnaître les difficultés de sa tâche, tend à faire besogne utile, besogne positive, en ne s'embarrassant pas de formules toutes faites. Et il n'est pas moins révolutionnaire pour cela!

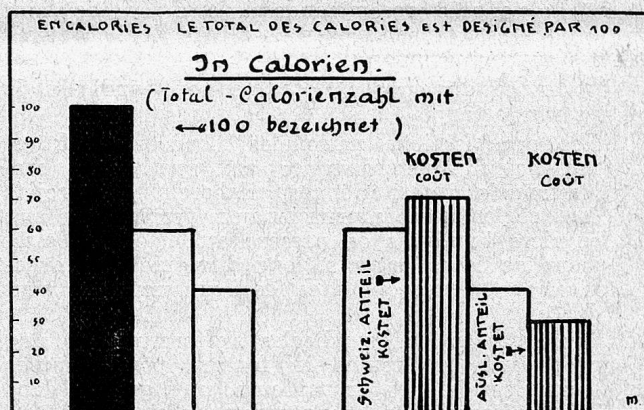
P. van Maldere.

(Du Mouvement syndical belge.)



Les prix des denrées alimentaires dans le pays et à l'étranger

La Suisse a un besoin total d'alimentation en calorie (chaleur). On peut le comparer à 100. Quand ces 100 unités alimentaires se payent avec 100 unités d'argent, les 60 unités alimentaires que *notre pays* peut produire, coûtent 70 unités d'argent, tandis que les 40 unités alimentaires que nous fournit *l'étranger* ne nous coûtent que 30 unités d'argent. Le tableau attire donc indirectement notre attention sur le renchérissement surélevé des produits agricoles du pays. Il montre de même que la Suisse ne peut nourrir que les $\frac{3}{5}$ de la population. Si l'on ne pouvait importer ce qui nous manque, les $\frac{2}{5}$ de la population devrait s'expatrier ou mourir de faim.



Les salaires et le coût de la vie aux Etats-Unis

Les « Information sociales », publication hebdomadaire du Bureau international du travail, publient les chiffres comparatifs concernant les modifications de salaires et du coût de la vie, qui ont eu lieu aux Etats-Unis, au cours de ces dernières années.

Le tableau suivant indique, au moyen de nombres-indices, la moyenne des modifications qui se sont produites dans les taux des salaires horaires syndicaux et dans le coût de la vie de la classe ouvrière, pendant la période 1906—1925, les chiffres afférents à chaque année étant indiqués en fonction de la moyenne de 1913 (= 100). Dans la dernière colonne, ces chiffres ont été combinés de manière à montrer la valeur relative du

pouvoir d'achat des taux de salaires en vigueur chaque année.

Année	du salaire à l'heure	Index du coût de la vie	du salaire réel
1906	85.0	78.7	108.0
1907	89.7	82.0	109.4
1908	91.0	84.3	107.9
1909	91.9	88.7	103.6
1910	94.4	93.0	101.5
1911	96.0	92.0	104.3
1912	97.6	97.6	100.0
1913	100.0	100.0	100.0
1914	101.9	103.0	98.0
1915	102.8	105.1	97.8
1916	107.2	118.3	90.6
1917	114.1	142.4	80.1
1918	132.7	174.4	76.1
1919	154.5	188.3	82.0
1920	199.0	208.5	95.4
1921	205.3	177.3	115.8
1922	193.1	167.3	115.4
1923	210.6	171.0	123.2
1924	228.1	170.7	133.6
1925	237.9	173.5	137.1



Le collège ouvrier mexicain (Colegio obrero mexicano)

Au Mexique, l'école officielle laïque, inféodée à la bourgeoisie et issue d'elle, comme les formes du gouvernement actuel, s'oppose à l'idée du socialisme et ne vise en somme qu'à sa ruine. En se tenant systématiquement en marge de la vie sociale, l'école publique a rendu stérile son enseignement.

Les travailleurs n'ont rien à attendre non plus des écoles catholiques et protestantes. Sous prétexte que le socialisme est contraire au dogme de l'Eglise, les catholiques ont fondé une organisation de travailleurs qui fait face aux syndicats ouvriers. Quant au protestantisme, il n'est, aux yeux des prolétaires, qu'une forme déguisée de l'impérialisme américain qui, sous couleur d'évangélisation, ne songe qu'à américaniser le peuple mexicain.

En face de l'hostilité grandissante et systématique de l'enseignement officiel et de la classe intellectuelle, le socialisme a compris la nécessité de s'armer lui aussi, de s'organiser scientifiquement, selon l'exemple donné par l'Angleterre et ses Trade-Unions. Pour faire triompher sa cause, pour créer un noyau d'hommes capables de présider à ses destinées futures, pour permettre à ses adeptes de satisfaire leurs aspirations généreuses et élevées, le prolétariat a besoin d'éléments intellectuels et partant d'écoles animées d'un esprit nouveau. C'est ainsi que la Confédération régionale ouvrière mexicaine (C. R. O. M.) fut amenée à se préoccuper de la question si importante de l'éducation et lors de sa sixième assemblée, tenue à Chihuahua, en novembre 1924, elle insérait dans sa constitution une véritable profession de foi :

1. La science n'est pas le monopole d'une seule classe sociale; elle ne s'oppose nullement au programme socialiste et ne justifie en aucune façon le régime capitaliste.
2. L'école du prolétariat mexicain sera dogmatique; elle affirmera la nécessité de l'organisation corporative pour la communauté de production et proclamera le principe de justice distributive qui donne à chacun selon sa capacité et selon son œuvre.

3. L'enseignement doit s'adresser aussi aux indigènes et aux villageois et tenir compte des nécessités régionales.
4. La création d'écoles techniques est urgente afin de préparer le prolétariat pour la direction future de la grande industrie aujourd'hui entre les mains de la bourgeoisie.
5. La culture universitaire, monopole d'une classe privilégiée, ennemie du prolétariat par tradition et par intérêt, doit être accessible à tous. Outre la préparation des maîtres des écoles supérieures, l'Université favorisera l'investigation scientifique.
6. L'Etat doit se soucier de l'éducation de la femme, puisque la société future dépend en grande partie du foyer qui, trop souvent, est le refuge de préjugés ridicules.

Ces suggestions généreuses ne demeurèrent point sans effet: elles éveillèrent de l'intérêt chez bon nombre de professeurs et d'éducateurs et gagnèrent même les sympathies de quelques-uns d'entre eux; de son côté, le gouvernement mexicain s'efforça de multiplier les écoles rurales.

Le vaste programme éducatif de la C. R. O. M. verra sa réalisation progressive dans les années qui vont suivre. Cependant et avant tout, un problème se posait dont la solution était urgente: celui d'une école spéciale, d'un institut de sciences sociales capable de former et d'instruire des chefs de groupes, des militants. Il vint d'être résolu d'une manière heureuse par la fondation du *Collège ouvrier mexicain*, qui a ouvert ses portes le 1^{er} mai de cette année.

Cette institution, établie sur les bases éducatives énumérées plus haut, est une sorte d'Université populaire, un centre d'études sociales destiné à orienter les travailleurs dans la lutte des classes et à leur ouvrir le champ de la science et de la pensée.

Voici en quelques mots son organisation qui est remarquable et digne du plus grand intérêt.

Disons tout de suite que l'enseignement qu'on y donne n'est point élémentaire et ne s'adresse qu'aux ouvriers qui possèdent une solide instruction primaire.

Le collège reçoit des élèves et des auditeurs; il n'admet, comme élèves, que les membres des corporations appartenant à la C. R. O. M. ou, à titre d'exception, aux associations de travailleurs du Centre et du Sud de l'Amérique, et qui, s'étant signalés par leur zèle au service du mouvement syndical, ont été appuyés par leur groupement. Leur stage terminé, ces élèves retournent à leur corporation, à moins que le comité central ne les charge d'une mission spéciale.

Issu du mouvement ouvrier et créé pour l'action, le « Colegio » n'a rien d'un couvent; loin de s'isoler du monde, il s'oriente résolument vers la vie, y cherche le principe de son activité; préoccupé du présent, soucieux de l'avenir, l'élève aborde les problèmes les plus actuels, sociaux, économiques d'une portée nationale ou mondiale.

L'enseignement est dogmatique: il tend à justifier la lutte sociale du prolétariat, à proclamer la valeur créatrice de la culture, à montrer la nécessité du perfectionnement individuel et de la coopération dans toutes les formes de la vie collective. Il donne une culture scientifique et philosophique, une connaissance exacte des bases, des moyens, des buts du mouvement socialiste. Il s'adresse à l'esprit, mais ne néglige pas le corps, car la culture physique et le sport font partie intégrante de son programme.

Les études se répartissent en deux cycles d'une durée de cinq mois chacun, à raison de cinq jours de travail par semaine; les samedis sont consacrés à des visites de musées, de fabriques, à des conférences ou à des